

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL N°**

Date d'affichage : 18.12.2014

Date de convocation : 8.12.2014

OBJET : Adhésion à l'Agence Technique Départementale

L'an deux mille quatorze

Le 16 décembre

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la Présidence de Monsieur Jean-Jacques AULOMBARD, Maire

Etaient présents : **MM. AULOMBARD. GAZZA. CARBONNEL. GARROS. CARBOU. CANAL. AZAM. SARIEGE. PIERRON. LOFFICIER. RAZEYRE. BEAUVOIS**

Formant la majorité des membres en exercice

Absents : **COSTE. BERENGUER. AMIEL**

Madame GAZZA Annie a été élue secrétaire

I/ Le cadre règlementaire

Vu l'article L 5511-1 du code Général des Collectivités territoriales qui dispose : « Le Département, des Communes et des Etablissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence technique. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier »

Vu les statuts de l'Agence technique de l'Aude

II/ L'exposé :

Monsieur le maire fait part au Conseil Municipal de la proposition du Conseil général de créer entre le Département, les communes et les établissements de coopération intercommunale (EPCI) une Agence Technique Départementale (ATD) au service des communes et de leurs groupements.

En effet, face à l'évolution des missions de l'Etat, le Département a décidé en concertation avec les communes et les EPCI de favoriser la création d'une structure dédiée à apporter une solution aux collectivités de l'Aude dans le domaine de l'ingénierie publique.

Statut juridique et compétences :

Le choix s'est porté sur la création d'une ATD, au sens de l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sous la forme d'un établissement public administratif qui aura pour objet d'apporter aux Collectivités Territoriales et aux EPCI qui auront adhéré une assistance de nature technique et juridique dans les domaines de la voirie, de l'eau et l'assainissement.

Plus précisément dans un premier temps l'ATD apportera une assistance à maîtrise d'ouvrage et un appui aux négociations de Délégation de Service public dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le domaine de la voirie, principalement pour les traverses d'agglomération et la surveillance des ouvrages d'art.

Membres:

Les membres adhérents à l'ATD sont :

Le Département

Les communes

Les EPCI

Il est précisé que l'adhésion est volontaire et n'emporte pas transfert de compétences.

Fonctionnement :

Les statuts prévoient la constitution d'une Assemblée générale comprenant tous les membres adhérents de l'agence et d'un Conseil d'Administration présidé par le président du Conseil Général composé de 3 collèges:

- Le collège des conseillers généraux (10 membres dont le Président)
- Le collège des communes (10 membres)
- Le collège des intercommunalités (5 membres)

Ressources :

Dans le cadre de l'élaboration d'un projet de budget pour l'ATD à l'occasion de ses premières années de fonctionnement, il a été envisagé sur la base d'une section de fonctionnement s'élevant à 529 151 € après 3 ans de montée en charge qu'une cotisation annuelle serait versée par les membres adhérents calculée au prorata du nombre d'habitants.

Les montants de l'adhésion pour les collectivités adhérentes ont été fixés comme suit :

- 50.000 € pour le département.
- 1 € par habitant pour les communes de plus de 1 000 habitants, avec un plafond de 5 000 €
- 0,50 € par habitant pour les communes de plus de 500 habitants et de moins de 1 000 habitants
- 0,30 € par habitant pour les communes de moins de 500 habitants
- Pour les EPCI à fiscalité propre : une cotisation forfaitaire de 1 500 € pour les EPCI de moins de 5 000 habitants et de 2 000€ pour les EPCI de plus de 5 000 habitants

- 0,50 € par habitant pour les autres EPCI de plus de 500 habitants, avec un plafond de 1 000 €
- 0,30 € par habitant pour les autres EPCI de moins de 500 habitants

Le Département, par ailleurs, a décidé d'accorder la gratuité des équivalents temps plein (ETP) mis à disposition dans la limite de 90 000€.

Enfin, les prestations fournies par l'ATD seront facturées à l'heure pour l'intervention des ingénieurs et des techniciens (AMO AEP-Assainissement et VRD et négociation DSP) et à l'ouvrage pour la surveillance des ouvrages d'art.

Les tarifs actuellement envisagés ont été fixés aux montants suivants :

- **59 €H.T*** pour un agent de CAT A,
- **48 €H.T*** pour un agent de CAT B.
- **82 €H.T*** par ouvrage d'art

*Application du taux de T.V.A en vigueur

Intérêt de la présente adhésion

La présente demande d'adhésion est justifiée par la volonté de bénéficier d'un service doté d'une ingénierie juridique et administrative dans les domaines de la voirie ou/et de l'eau et de l'assainissement qui permettra à la collectivité de mener à bien techniquement et juridiquement les projets qu'elle souhaite engager dans les domaines précités.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

- APPROUVE les statuts joints en annexe
- DECIDE d'adhérer à l'Agence Technique Départementale de l'Aude
- DESIGNER le Maire pour représenter la commune à l'Assemblée Générale de l'ATD
- AUTORISE le Maire à prendre toutes les décisions et à signer tous les documents concrétisant cette décision.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus,
Pour Copie Conforme,

LE MAIRE,

OBJET : Indemnité Conseiller délégué

L'an deux mille quatorze

Le 16 décembre

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la Présidence de Monsieur Jean-Jacques AULOMBARD, Maire

Etaient présents : **MM. AULOMBARD. GAZZA. CARBONNEL. GARROS. CARBOU. CANAL. AZAM. SARIERGE. PIERRON. LOFFICIER. RAZEYRE. BEAUVOIS**

Formant la majorité des membres en exercice

Absents : **COSTE. BERENGUER. AMIEL**

Madame GAZZA Annie a été élue secrétaire

Le Maire fait savoir que Madame GARROS Evelyne a été nommée Vice-Présidente de la C.L.E.C.T. (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées).

Cette mission l'oblige à se rendre régulièrement à la CCPA à Quillan.
Le Maire propose le versement d'une indemnité.

Le Président demande au Conseil Municipal de délibérer :

Le Conseil Municipal,
OUI l'exposé de son Président et après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE** d'attribuer une indemnité mensuelle de 100 € net à Madame GARROS Evelyne.
- **DIT** que cette indemnité sera soumise à retenue et prendra effet au 01 janvier 2015.
- **DIT** que les crédits figureront au Budget Primitif 2015 à l'article 6531

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour Copie Conforme,

LE MAIRE,